

Le canton lance une hotline contre la spirale de l'endettement

NOTRE SÉRIE ENDETTEMENT

1/6



Tamara Kazadi, de Caritas, dirige la permanence téléphonique Info Budget. À ses côtés, lors de la conférence de presse d'hier, Georges Piotet, chef des affaires sociales du DSAS, et Pierre-Yves Maillard, chef du département.



Pierre a mis trois ans pour s'en sortir. Il lui a fallu beaucoup de volonté et mettre sa fierté au fond de la poche.

FRANCINE BRUNSCHWIG

PRÉVENTION

Permanence téléphonique Info Budget, cours préventifs, programmes d'aide. L'Etat et ses partenaires privés vont dépenser 1,5 million de francs pour lutter contre le surendettement.

«J'avais un travail, un revenu stable, et pourtant je me suis progressivement enfoncé. Ce sont les intérêts qui m'ont tué. Aujourd'hui je m'en suis sorti.

Tout est affaire de volonté», témoigne Pierre (*lire ci-contre*). Pour éviter à d'autres de tomber dans le cercle infernal des dettes, le canton de Vaud a lancé hier une permanence téléphonique. Objectif: prévenir la spirale de l'endettement par l'information et

orienter les personnes au prise avec des difficultés de paiement vers les services spécialisés en gestion de dettes. On parle de dettes importantes dès qu'elles correspondent à deux ou trois mois de salaire.

«Nos campagnes précédentes ont montré que le besoin d'aide existe. Mais les gens n'osent souvent pas parler de leurs dettes», a expliqué hier Georges Piotet. Le chef de la section des affaires sociales du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) a ainsi justifié le bien-fondé d'une ligne téléphonique qui préserve l'anonymat.

Quatre matins par semaine, des spécialistes du Centre social protestant, de Caritas, de la FRC et d'UNAFIN, l'unité d'assainissement de la ville de Lausanne, répondront aux appels. Point fort des mesures mises en place par le DSAS, comme l'a relevé hier son chef, le conseiller d'Etat Pierre-

Yves Maillard: elles fédèrent ce qui existe déjà. Les centres sociaux régionaux (qui regroupent les communes) et les associations privées (Caritas, le Centre social protestant, la FRC) travaillent désormais ensemble. L'Unité d'assainissement financier de la ville de Lausanne, qui a été pionnière en 2002, a servi de modèle.

On estime à près de 1000 par an les cas d'endettement traités par les services spécialisés. Mais le nombre de personnes en prise



avec le surendettement est bien plus élevé. Les jeunes de 18 à 30 ans et les familles entre 30 et 40 ans sont les catégories qui s'endettent le plus. L'arrivée d'un enfant, une rupture telle un divorce ou la perte d'un emploi constituent souvent les facteurs déclenchants. «On commence par un petit crédit et progressivement on est pris à la gorge», témoigne Pierre, qui estime que la société fait tout pour que les jeunes craquent. Et la crise n'arrange rien.

A côté d'Info Budget, divers cours de sensibilisation à la gestion d'un budget sont proposés dans tout le canton. Alors que l'aide sociale vaudoise absorbe près de 330 millions de francs par an, le budget des mesures de prévention s'élève à 1,5 million. ■

Info Budget, tél. 0840 4321 00, du lun au jeu de 8 h 30 à 13 h (gratuit depuis le réseau fixe).

100 000 francs de dettes

«Nous avons pris un premier petit crédit de 20 000 fr. en 1984, à la naissance de notre quatrième enfant», se souvient Pierre, 57 ans.

«De fil en aiguille, nos dettes ont atteint 100 000 fr. On a pu rembourser 40 000 fr. Lors de mon divorce, en 2001, j'ai tout pris sur moi. Mais les intérêts m'ont tué, je n'avais presque plus de quoi manger. J'ai appelé à l'aide et grâce à l'Unité d'assainissement de Lausanne, je m'en suis sorti.

Cela a pris trois ans. J'ai remboursé une partie, les créanciers ont renoncé à une partie des montants, les intérêts ont été bloqués. Il faut de la volonté et mettre sa fierté au fond de sa poche. Mes enfants ont compris la leçon, ils ne dépensent que ce qu'ils ont. La carte de crédit? Plus jamais. Mais je n'envie pas les jeunes car la société fait tout pour qu'ils tombent dans le piège.»

«Les intérêts m'ont tué. Je n'avais presque plus de quoi manger. Je m'en suis sorti. Mais la société fait tout pour que l'on tombe dans le piège»

PIERRE, 57 ANS,